



**MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction des
Affaires juridiques



Numéro 349 - 12 janvier 2023



ÉDITO



Mélanie Joder, directrice du budget

Le 26 septembre dernier, le Gouvernement a déposé concomitamment devant l'Assemblée nationale le projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2023 à 2027 (PLPFP 2023-2027) et le projet de loi de finances pour 2023.



[Lire la suite](#)

Institutions

Projet de loi relatif aux JO et JOP 2024

La France organisera du 26 juillet au 8 septembre 2024 les jeux Olympiques et Paralympiques. L'organisation d'un événement de cette ampleur nécessite des mesures organisationnelles particulières tant au niveau de la sécurité que de l'offre de soins disponible.

[Lire la suite](#)

Nouvelle méthode de calcul des sanctions financières par la Commission européenne

La Commission européenne modifie le calcul de la capacité de paiement des Etats membres dans le cadre des sanctions financières infligées pour infractions au droit de l'Union européenne.

[Lire la suite](#)



Juridictions



Responsabilité des gestionnaires publics, régime juridictionnel unifié

Les sanctions applicables aux gestionnaires publics (ordonnateur ou comptable) sont, à compter du 1^{er} janvier 2023, prononcées selon un régime juridictionnel unifié, par la nouvelle chambre du contentieux de la Cour des comptes en première instance et la Cour d'appel financière en second ressort.

[Lire la suite](#)

Demande de la Cour de justice de transférer partiellement au Tribunal sa compétence en matière préjudicielle et d'étendre le mécanisme d'admission préalable des pourvois

En application de l'article 281 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, la Cour demande la modification de son statut afin, d'une part, de transférer partiellement sa compétence préjudicielle au Tribunal et, d'autre part, d'étendre le mécanisme préalable des pourvois portés devant elle.

[Lire la suite](#)

Matière civile et commerciale - Action d'une autorité publique visant à faire constater, sanctionner et cesser des pratiques restrictives de concurrence

(CJUE, n° 99/22, 22 décembre 2022)

La Cour de justice précise la notion de « matière civile et commerciale » au sens du règlement n° 1215/2012 du Parlement européen et du Conseil, du 12 décembre 2012, concernant la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale.

[Lire la suite](#)

Action en réparation et qualité de l'air ambiant

Les dispositions de la directive 2008/50/CE poursuivent un objectif général de protection de la santé humaine et de l'environnement et n'ont pas pour objet de conférer des droits individuels aux particuliers à obtenir l'indemnisation d'un éventuel préjudice subi du fait de la dégradation de la qualité de l'air.

[Lire la suite](#)



Commande publique

Les Assises du BTP font évoluer le droit de la commande publique

Le décret n° 2022-1683 du 28 décembre 2022 portant diverses modifications du code de la commande publique et l'arrêté du 29 décembre 2022 modifiant les cahiers des clauses administratives générales (CCAG) des marchés publics mettent en œuvre les mesures annoncées par le Gouvernement le 22 septembre 2022 lors des Assises du bâtiment et des travaux publics (BTP).

[Lire la suite](#)

Publication de deux arrêtés relatifs aux données essentielles des marchés publics et aux données essentielles des contrats de concession

Les arrêtés n° ECOM2235715A du 22 décembre 2022 relatif aux « données essentielles des marchés publics » et n° ECOM2235716A du 22 décembre 2022 relatif aux « données essentielles des contrats de concession » déterminent les modalités de mise en œuvre de la fusion des données essentielles et des données du recensement prévue par le décret n° 2022-767 du 2 mai 2022.

[Lire la suite](#)

Le règlement (UE) 2022/2560 du 14 décembre 2022 relatif aux subventions étrangères est publié au JOUE

Le règlement (UE) 2022/2560 du 14 décembre 2022 relatif aux subventions étrangères faussant le marché intérieur a été publié le 23 décembre 2022 au Journal officiel de l'Union européenne.

[Lire la suite](#)



Finances publiques

Loi de finances pour 2023

Après son adoption définitive le 17 décembre 2022 et son examen devant le Conseil constitutionnel le 29 décembre 2022, la loi de finances pour 2023 a été promulguée le 30 décembre 2022. Elle tient compte de la situation économique du pays et prévoit de nombreux dispositifs pour mettre en œuvre les priorités gouvernementales.

[Lire la suite](#)

Loi de financement de la sécurité sociale pour 2023

Après son adoption définitive le 2 décembre 2022 et son examen devant le Conseil constitutionnel le 20 décembre 2022, la loi de financement de la sécurité sociale a été promulguée le 23 décembre 2022. Elle vise notamment à améliorer la prévention et l'accès aux soins pour tous, tout en luttant contre la fraude sociale.

[Lire la suite](#)

Précisions sur le régime fiscal italien relatif à la location immobilière de courte durée

La Cour de justice de l'Union européenne, saisie d'un renvoi préjudiciel, a examiné une loi italienne relative au régime fiscal de la location immobilière de courte durée. Si la loi a été jugée conforme à la libre prestation de service par la Cour en ce qui concerne la collecte d'information et la retenue d'impôt, il n'en va pas de même pour l'obligation de désignation d'un représentant fiscal sur le territoire d'imposition de l'Etat membre.

[Lire la suite](#)



Marchés

Précisions par la CJUE de l'interdiction de la publicité pour des médicaments

La Cour de justice de l'Union européenne, saisie d'un renvoi préjudiciel, a examiné une loi lettone interdisant la publicité pour des médicaments axée sur les prix, sur des offres promotionnelles ou sur des ventes combinées de médicaments et d'autres produits. Elle a estimé que ce type de contenus publicitaires devait être interdit par les législations des Etats membres en raison de leur risque pour la santé publique.

[Lire la suite](#)

Synthèse de la commission des comptes de l'agriculture de la nation pour 2021 et 2022

La commission des comptes de l'agriculture de la nation (CCAN) a présenté le 15 décembre 2022 les résultats comptables des exploitations agricoles pour 2021 ainsi que la conjoncture pour 2022. L'amélioration de la santé des exploitations agricoles se confirme en 2021. Une hausse importante des prix est d'ores et déjà anticipée pour 2022.

[Lire la suite](#)



Entreprises



Responsabilité sociale et environnementale dans les sociétés cotées – Rapport de l'Autorité des marchés financiers 2022

Dans son rapport annuel pour 2022, l'Autorité des marchés financiers analyse la prise en compte de la responsabilité sociale et environnementale par le conseil d'administration des sociétés cotées et ses conseils, dans la formation des administrateurs et dans la rémunération des dirigeants.

[Lire la suite](#)



Questions sociales

Loi visant à lutter contre la fraude du compte personnel de formation

La loi n° 2022-1587 du 19 décembre 2022 visant à lutter contre la fraude au compte personnel de formation et à interdire le démarchage de ses titulaires a pour objectif de mieux lutter contre le démarchage abusif et la fraude dans l'utilisation du compte personnel de formation (CPF).

[Lire la suite](#)

L'ordonnance relative à l'accès et à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine

Une ordonnance du 22 décembre 2022 transpose la directive 2020/2184 du 16 décembre 2020 relative à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine, dont l'objectif est de protéger la santé humaine des risques de contamination des eaux potables.

[Lire la suite](#)

Etat des lieux du financement de la protection sociale par le HCFIPS

Le Haut Conseil du financement de la protection sociale a publié une note le 14 décembre 2022, dressant l'état des lieux du financement de la protection sociale constatant un redressement des comptes sociaux. Cependant, ces résultats restent encore inégaux et fragiles.

[Lire la suite](#)

Numérique

Marque protégée sur un site de vente en ligne : interdiction d'un signe identique à Louboutin

La CJUE a considéré que si le mode de présentation des annonces d'un site Internet de vente en ligne intégrant une place de marché en ligne ne permet pas de distinguer clairement les offres de l'exploitant du site de celles des vendeurs tiers, l'usage frauduleux fait par ces derniers d'un signe identique à une marque protégée peut être imputé à l'exploitant lui-même.

[Lire la suite](#)

Emploi

Loi d'urgence relative au marché du travail

La loi n° 2022-1598 du 21 décembre 2022 portant mesures d'urgence relatives au fonctionnement du marché du travail modifie les conditions d'accès à l'allocation chômage et met l'accent sur la validation des acquis de l'expérience (VAE) dans un objectif de résorption de la pénurie de main d'œuvre.

[Lire la suite](#)

Apprentissage dans les pays transfrontaliers de la France

L'ordonnance du 22 décembre 2022 définit les modalités d'organisation, de mise en œuvre et de financement de l'apprentissage transfrontalier, dont la partie théorique ou la partie pratique peut être accomplie dans un pays frontalier de la France pour peu qu'un accord bilatéral soit conclu avec ce pays.

[Lire la suite](#)

Avantages compensatoires pour la rémunération des intérimaires par rapport aux travailleurs recrutés directement

Par un arrêt dans l'affaire C-311/21 TimePartner Personalmanagement, la CJUE a jugé que les conventions collectives doivent garantir aux travailleurs intérimaires des contreparties permettant de pallier les différences de rémunération avec celles que perçoivent les travailleurs recrutés directement et d'assurer une protection globale et équitable.

[Lire la suite](#)



SUR LE SITE



[Toutes nos rubriques](#)



[Archives des numéros précédents](#)

Partager



[S'abonner à la Lettre de la DAJ](#)

La Lettre de DAJ est éditée par la direction des Affaires juridiques du ministère de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique / Directrice de la publication : Laure Bédier / Rédactrice en chef : Véronique Fourquet / Rédaction : Raphaël Arnoux, Sébastien Brisard, Susie Bruno, Shirley Du Parc, Audrey Ferdinand, Guillaume Guidicelli-Sendra, Marie-France Koeffler/ Bandeau : Aphania / Maquette : Key Performance Group pour le SIRCOM - DAJ / Routage : Hubscore. Copyright : DAJ - Tous droits réservés / Crédits photo : BercyPhoto/Gezelin Gree.

Conformément à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978, vous disposez d'un droit d'accès, de modification, de rectification et de suppression des données qui vous concernent. Pour l'exercer, adressez-vous à la DAJ - Bureau COREL, 6 rue Louise Weiss - 75703 Paris Cedex 13 ou par courriel lettre.daj@finances.gouv.fr.

[Se désinscrire](#)